



Communiqué de presse
Paris, le 18 mars 2026

Transport routier : une réunion gouvernementale qui laisse un secteur en crise et sans réponses

La FNTR et l'OTRE expriment leur très vive déception à l'issue de la réunion organisée hier, le 17 mars, avec le Gouvernement, censée répondre à l'urgence économique provoquée par la flambée des prix du gazole.

Alors que les entreprises du secteur font face à une hausse brutale et continue du coût du carburant, mettant en péril leur équilibre financier, aucune mesure concrète et immédiate n'a été annoncée. Cette absence de réponse opérationnelle est incompréhensible au regard de la gravité de la situation.

Face à cette inertie, la profession appelle solennellement le Gouvernement à prendre la pleine mesure de l'urgence et à engager, sans délai, des actions concrètes pour éviter une dégradation rapide du tissu économique du transport routier.

Maillon essentiel de l'économie française, le transport routier subit de plein fouet un effet de ciseau insoutenable :

- des **charges qui explosent instantanément**,
- des **recettes perçues avec décalage**,
- et des **tensions sur les marges**, déjà historiquement faibles.

Dans ce contexte, de nombreuses entreprises sont aujourd'hui confrontées à des **tensions de trésorerie critiques**, avec un risque réel d'immobilisation des véhicules, voire de cessations d'activité à très court terme.

Les professionnels du secteur attendaient des **mesures d'urgence**, notamment en matière de soutien à la trésorerie, de garantie de l'État sur les encours d'achat de carburant, d'adaptation rapide des mécanismes d'indexation notamment des marchés publics et d'allègement de charges. Ils n'ont obtenu, à ce stade, que des engagements d'étude et des pistes de réflexion, sans calendrier ni décisions concrètes.



La FNTR et l'OTRE attendent l'instauration d'une aide spécifique, exceptionnelle et par véhicule, seule à même de compenser les pertes accumulées depuis le début de la crise sous l'effet de la flambée des prix du carburant.

Face à une situation qui se dégrade de jour en jour et d'une crise dont personne ne peut évaluer la durée, l'absence de décision concrète est incompréhensible. Chaque jour sans action fragilise davantage les entreprises, accélère les risques de défaillances et menace directement des milliers d'emplois.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que certains pays européens ont d'ores et déjà mis en place des dispositifs de soutien spécifiques au transport routier.

Nos organisations professionnelles mettent solennellement en garde : le coût de l'inaction sera largement supérieur, pour les finances publiques, à celui d'un soutien immédiat et ciblé. Refuser d'agir aujourd'hui, c'est prendre le risque de devoir gérer demain une crise économique et sociale d'ampleur dans un secteur essentiel à la vie du pays.

La FNTR et l'OTRE restent mobilisées et déterminées pour obtenir des aides adaptées dans les plus brefs délais.